

Nombre de conseillers en exercice : 46 soit 1000 voix

L'an deux mille vingt-deux, le dix-sept juin à quatorze heures trente

PRÉSENTS : 18 soit 809 voix, le Comité Syndical étant réuni à Guignen (35)

VOTANTS (DONT X POUVOIRS) : 22 dont 4 pouvoirs après convocation légale,

DATE DE CONVOCATION : le 01/06/2022

Comité syndical du 17 juin 2022

Étaient présents :

Bertrand ROBERDEL, Arc Sud Bretagne - Philippe BRIZARD, Bretagne Porte de Loire Communauté - Soazig LE TROADEC, Communauté de communes de Brocéliande - Philippe JOUNY, Communauté de communes de Pontchâteau-St Gildas des Bois - Thierry EVENO, Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération - Jean-Claude BELINE, Pays de Chateaugiron Communauté - Patrick LE DIFFON, Ploërmel Communauté - Joël TRIBALLIER, Questembert Communauté - Jean-François MARY, Redon Agglomération - Pascal HERVE, Rennes Métropole - Daniel HOUITTE, Val d'Ille-Aubigné Communauté - Jacques LARRAY, Vallons de Haute Bretagne Communauté - Bernard LE GUEN, CAP Atlantique - Bruno LE BORGNE, Syndicat Eau du Morbihan - Rémi PITRE, Syndicat Mixte Ouest 35 - François CHENEAU, CARENE - Yann SOULABAILLE, Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine - Bernard LEBEAU, Conseil départemental de Loire-Atlantique.

Ont donné pouvoir :

Aude de la Vergne, Vitré Communauté à Patrick LE DIFFON, Ploërmel Communauté - Joseph DAVID, CAP Atlantique collègue EPCI à Bernard LE GUEN, CAP Atlantique collègue Eau potable - Jean RONSIN, Montfort Communauté à Daniel HOUITTE, Val d'Ille Aubigné - Patrick HENRY, Roche aux Fées Communauté à Pascal HERVÉ, Rennes Métropole.

Étaient absents et excusés :

Régine ROSSET, Arc Sud Bretagne - Vincent MINIER, Bretagne Porte de Loire Communauté - Annabelle QUENTEL, Bretagne Romantique - Murielle DOUTE-BOUTON, Communauté de communes de Brocéliande - Joseph DAVID, CAP Atlantique - Claude BODET, CAP Atlantique - Michel POUPART, Communauté de communes de Châteaubriant-Derval - Christiane JOUBIOUX, Centre Morbihan Communauté - Benoit ROLLAND, Centre Morbihan Communauté - Sébastien CROSSOUARD, Communauté de communes de Châteaubriant-Derval - Fabrice GENOUEL, De l'Oust à Brocéliande Communauté - Jean-Yves HENRY, CC Erdre et Gesvres - Romuald MARTIN, CC Erdre et Gesvres - Olivier DEMARTY, Communauté de communes de Pontchâteau-St Gildas des Bois - Claire THEVENIAU, Communauté de communes de Nozay - Jean-Michel BUF, Communauté de communes de la Région de Blain - Rita SCHLADT, Communauté de communes de la Région de Blain - Michel GUERNEVE, Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération - Stéphane PIQUET, Liffré-Cormier Communauté - David VEILLAUD, Liffré-Cormier Communauté - Jean RONSIN, Montfort Communauté - Fabienne BONDON, Montfort Communauté - Dominique DENIEUL, Pays de Chateaugiron Communauté - Stéphane ROUAULT, Ploërmel Communauté - Bernard LECUYER, Pontivy Communauté - Daniel AUDO, Pontivy Communauté - Raymond HOUEIX, Questembert Communauté - Yohann MORISOT, Redon Agglomération - Didier CHAPELLON, Rennes Métropole - Ludovic BROSSARD, Rennes Métropole - Thierry LE BIHAN, Rennes Métropole - Patrick HENRY, Roche aux Fées Communauté - Thierry RESTIF, Roche aux Fées Communauté - Patrick HERVIOU, Saint-Méen-Montauban communauté - Philippe CHEVREL, Saint-Méen-Montauban Communauté - David DUGUEPEROUX, Val d'Ille-Aubigné Communauté - Michèle MOTEL, Vallons de Haute Bretagne Communauté - Aude de la VERGNE, Vitré Communauté - Michel ERRARD, Vitré Communauté - Claude BODET, CAP Atlantique - Joël SIELLER, Syndicat Mixte Ouest 35 - Vincent COWET, Syndicat Eau du Morbihan - Eric PROVOST, CARENE - Delphine ALEXANDRE, Région Bretagne - Franck PICHOT, Département d'Ille-et-Vilaine - Chloé GIRARDOT-MOITIE, Département de Loire-Atlantique.

* *

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

Délibération Comité syndical du 17 juin 2022

FINANCES : Prospective Financière

Une présentation de la prospective financière a été proposée lors du précédent Bureau le vendredi 1^{er} avril 2022. L'objectif était de présenter une situation financière actualisée et divers scénarios.

Lors de la réunion du vendredi 13 mai 2022 du Bureau Syndical et des membres du Collège Eau potable, les principes de financement de l'écluse anti-salinité par le Budget Eau potable ont été discutés, ce qui a permis de travailler sur un scénario définitif.

La prospective financière jointe tient compte des principes établis lors de la préparation des différents scénarios.

Il en ressort les enseignements suivants :

Le Budget Principal ne peut pas supporter l'investissement du système anti-salinité sur l'écluse 17 M€ sans l'aide du Budget Annexe.

Le Budget annexe Eau Potable rembourse, sur sa section de fonctionnement, au Budget Principal 50% des dépenses d'investissement liées au barrage d'Arzal (hors système anti-salinité directement porté par le Budget Annexe, puisqu'elle est liée à la production d'eau potable).

Le Budget Annexe dégage une épargne de gestion naturelle (avant remboursement au Budget Principal) de l'ordre de 2,2 M€. Celle-ci est déjà amputée par les remboursements de personnel, et les charges estuaires, pour environ 1,2 M€/an.

Il en ressort que le Budget Annexe ne peut assurer durablement la prise en charge de remboursement d'investissements au Budget Principal supérieur à 1M€ par an, sinon cela met à mal l'épargne brute, et la capacité de désendettement qui se calcule sur celle-ci.

Pour conserver une marge de sécurité, il a été décidé de maintenir un niveau de fonds de roulement de 2 M€.

Pour mémoire, rappel des investissements du système anti-salinité sur l'écluse, et ventilation proposée :

Coût	Dépenses d'investissement (en K€HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
	2ème écluse	50	50	400	5800	5800	4900	17 000
Répartition budgétaire	Système antisalinité écluse budget Principal	50	50	200	3 150	2 800	2 200	8 400
	Travaux anti salinité sur écluse budget annexe	0	0	142	2 083	2 500	2 250	6 975
Financement externe	Subventions 2ème écluse				500	1 000	1 000	2 500
	TVA (BA)	0	0	28	417	500	450	1 395

Le plan de financement sera retravaillé pour permettre d'aller chercher des financements complémentaires.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

I - LES INVESTISSEMENTS

Vous trouverez, ci-après, les investissements programmés sur la période, sur chacun des deux budgets.
Les investissements prévus pour la période 2021-2026 du Budget Principal sont de plus de 64,1 M€ (dont 61,5 M€ sur la période 2022-2026) :

		Budget général							
		En K€ TTC	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total (hors 2021)
SOCLE	Administration générale investissement	100	100	100	100	100	100	100	500
	Extension siège LRB	0	0	0	750	750	0		1 500
	Ouvrages barrage Arzal	1 820	350	3 220	2 720	220	370		6 880
	Système antisalinité écluse	50	50	200	3 150	2 800	2 200		8 400
	Autres ouvrages	25	75	185	25	25	25		335
	Navire	30	70	70	270	270	20		700
	Stations de mesure	10	10	10	10	10	10		50
	Ouvrages Vilaine Amont	10	180	260	210	10	10		670
	Actions GEMA	3	3	10	20	200	200		433
	Cellule de planification	81	0	91	81	81	81		334
A LA CARTE	Travaux/études/acquisitions inondation	83	629	956	697	542	542		3 366
	Comptes de tiers UGVA	420	920	1 200	1 200	1 200	1 200		5 720
	Comptes de tiers AMONT EST	0	2 491	3 980	3 980	3 980	3 980		18 411
	Comptes de tiers AMONT OUEST	0	1 420	3 150	3 150	3 150	3 150		14 020
Total budget général investissement		2 632	6 298	13 432	16 363	13 338	11 888		61 319

Les investissements prévus pour la période 2021-2026 du Budget annexe Eau Potable sont de près de 25,5 M€ HT (dont 22,5 M€ sur la période 2022-2026).

NB : le budget annexe érigé en SPIC est assujéti à la TVA, de ce fait les chiffres sont présentés Hors Taxe.

		Budget eau potable (HT)							
		Dépenses d'investissement (en K€ HT)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Budget eau potable	Dépenses courantes	83	83	83	83	83	83	83	500
	Travaux anti salinité sur écluse	-	-	167	2 083	2 500	2 250		7 000
	Travaux usine	2 455	2 917	1 250	417	-	-		7 038
	Travaux AVA 3	-	2 917	3 333	-	-	-		6 250
	Autres travaux	500	850	1 642	1 417	250	167		4 825
	Total	3 038	6 767	6 475	4 000	2 833	2 500		25 613

II - LE FONCTIONNEMENT PROGRAMME

Le Budget Principal :

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

DCS N° 2022-13

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL 2022-2026
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	6 336	10 700	14 081	13 781	12 562	12 531	63 655
évol n-1 en %	37,1%	68,9%	31,6%	-2,1%	-8,9%	-0,2%	
dont 70 - Produits des services	3 284	5 330	8 068	7 825	6 665	6 740	34 627
<i>Protocoles GEMA/PI (70688, 70848, 70878)</i>		1 370	1 499	1 499	1 499	1 499	7 366
UGVA Ouest		818	1 425	1 418	1 418	1 418	6 497
UGVA Est		1 203	1 770	1 784	1 784	1 784	8 325
Flux BA Personnel	823	912	912	912	912	912	4 561
Flux BA Remboursement de frais	1 339	558	1 993	1 743	583	658	5 533
SYMEVAL		100	100	100	100	100	500
dont 74 - Participations	2 732	5 075	5 715	5 654	5 590	5 480	27 514
Participations statutaires		1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 000
Autres participations		580	580	580	580	580	2 900
Subventions sur salaires		2 103	2 621	2 607	2 607	2 607	12 545
Subventions sur actions		1 192	1 314	1 267	1 203	1 093	6 069
dont 75 - Autres produits de gestion courante	266	270	274	278	282	286	1 389
dont 013 - Atténuations de charges	40	25	25	25	25	25	125
dont 76 - Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0
dont 77 - produits exceptionnels	14	0	0	0	0	0	0
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL 2022-2026
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	4 286	9 051	10 121	10 050	10 070	10 039	49 332
évol n-1 en %	13,0%	111,2%	11,8%	-0,7%	0,2%	-0,3%	
dont 011 - Charges à caractère général	1 555	3 939	4 093	3 895	3 729	3 538	19 194
Dépenses PPE		3 939	4 093	3 895	3 729	3 538	19 194
Dépenses compétences socle		2 122	2 047	1 939	1 871	1 651	9 630
Administration générale		700	700	700	700	700	3 500
Ouvrages Vilaine aval		305	305	305	305	305	1 525
Ouvrages Vilaine amont		365	365	340	340	340	1 750
Inondations socle		298	201	196	148	8	851
GEMA socle		102	102	102	102	102	510
Navires		50	50	50	50	50	250
Stations de mesure		10	10	10	10	10	50
Cellule socle		242	264	186	166	86	944
NATURA 2000		50	50	50	50	50	250
Dépenses compétences à la carte		1 817	2 046	1 956	1 858	1 887	9 564
Inondations à la carte		643	526	436	338	367	2 310
Ouvrages Vilaine amont Est		576	740	740	740	740	3 536
Ouvrages Vilaine amont Ouest		414	540	540	540	540	2 574
UGVA		184	240	240	240	240	1 144
dont 012 - Dépenses de personnel	2 572	5 013	5 937	6 035	6 155	6 279	29 419
dont 65 - Autres charges de gestion	85	40	41	41	42	42	206
dont 67 - Charges exceptionnelles	10	0	0	0	0	0	0
EPARGNE DE GESTION	2 114	1 707	4 011	3 811	2 635	2 672	14 836
évol n-1 en %	134,6%	-19,2%	134,9%	-5,0%	-30,8%	1,4%	
FRAIS FINANCIERS	64	59	51	79	144	180	514
évol n-1 en %	-10,0%	-8,9%	-12,5%	54,1%	82,4%	25,0%	
dont 66 - frais financiers sur dette en place	64	59	51	44	37	33	224
dont frais financiers sur dette à venir	0	0	0	35	107	147	290
EPARGNE BRUTE	2 050	1 649	3 960	3 731	2 491	2 491	14 323
évol n-1 en %	147,0%	-19,6%	140,2%	-5,8%	-33,2%	0,0%	

L'épargne brute du Budget Principal se calcule à partir du différentiel entre les dépenses et les recettes. Celle-ci est renforcée par la participation du Budget Annexe.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

Le Budget Eau Potable :

Prospective budget annexe	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL 2022-2026
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	6 858	5 959	6 048	9 626	9 935	10 083	41 651
<i>évol n-1 en %</i>	44,2%	-13,1%	1,5%	59,2%	3,2%	1,5%	
<i>dont redevances eau</i>	6 776	5 913	6 001	9 579	9 888	10 036	41 417
<i>dont produits des services</i>	47	47	47	47	47	47	234
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	4 226	3 565	5 027	8 836	7 769	7 957	33 155
<i>évol n-1 en %</i>	61,9%	-15,6%	41,0%	75,8%	-12,1%	2,4%	
<i>dont charges à caractère général</i>	3 019	2 283	3 752	7 558	6 437	6 608	26 638
<i>Refacturation BA/BP</i>	1 339	558	1 993	1 743	583	658	5 533
<i>dont dépenses de personnel</i>	823	912	912	912	912	912	4 561
<i>dont autres charges de gestion</i>	271	275	279	283	287	292	1 415
EPARGNE DE GESTION	2 745	2 490	1 105	872	2 299	2 271	9 037
<i>évol n-1 en %</i>	20,4%	-9,3%	-55,6%	-21,1%	163,5%	-1,2%	
FRAIS FINANCIERS	113	96	84	83	133	146	541
<i>évol n-1 en %</i>	-15,8%	-15,1%	-12,7%	-0,7%	60,2%	9,4%	
<i>dont frais financiers sur dette en place</i>	113	96	84	80	75	70	404
<i>dont frais financiers sur dette à venir</i>	0	0	0	3	58	75	137
EPARGNE BRUTE	2 632	2 394	1 021	789	2 166	2 126	8 496
<i>évol n-1 en %</i>	22,7%	-9,1%	-57,3%	-22,7%	174,4%	-1,8%	

En contrepartie, l'épargne brute du Budget Annexe est réduite par cette participation de charges au Budget Principal.

Les conséquences de cette répartition du financement de l'écluse anti-salinité entre les deux budgets :

Pour le Budget Principal :

L'écluse anti-salinité est portée 8,4 M€ TTC par le Budget Principal, ce qui porte les dépenses d'équipements à 61,3M€.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

DCS N° 2022-13

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL 2022-2026
DEPENSES D'EQUIPEMENT	2 703	6 298	13 432	16 363	13 338	11 888	61 319
évol n-1 en %	206,5%	133,0%	113,3%	21,8%	-18,5%	-10,9%	
Opérations EPTB BP	2 272	1 467	5 102	8 033	5 008	3 558	23 168
Administration générale + extension siège		100	100	850	850	100	2 000
Système antisalinité écluse		50	200	3 150	2 800	2 200	8 400
Ouvrages barrage Arzal		350	3 220	2 720	220	370	6 880
Autres ouvrages		75	185	25	25	25	335
Ouvrages Vilaine amont		180	260	210	10	10	670
Navires		70	70	270	270	20	700
Stations de mesure		10	10	10	10	10	50
GEMA socle		3	10	20	200	200	433
Cellule socle		0	91	81	81	81	334
Inondations à la carte		629	956	697	542	542	3 366
45 - Compte de tiers (GEMA à la carte)	431	4 831	8 330	8 330	8 330	8 330	38 151
RECETTES D'INVESTISSEMENT	802	4 031	7 336	8 446	8 398	8 010	36 219
évol n-1 en %	-0,5%	402,5%	82,0%	15,1%	-0,6%	-4,6%	
dont 1068 - affectation de réserves	242						
dont FCTVA	87	241	837	1 318	822	584	3 800
dont subventions et autres recettes d'équipement	99	167	252	881	1 329	1 179	3 808
45 - Compte de tiers	374	3 623	6 247	6 247	6 247	6 247	28 611
RAR	0	0	0	0	0	0	
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	197	200	203	268	291	336	1 297
évol n-1 en %	1,4%	1,5%	1,5%	32,1%	8,6%	15,7%	
RECETTES D'EMPRUNT	0	0	2 320	4 453	2 733	1 715	11 221
évol n-1 en %				91,9%	-38,6%	-37,3%	
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-257	-818	-19	0	0	0	
FONDS DE ROULEMENT	1 674	856	837	837	837	837	
STOCK DE DETTE	1 484	1 285	3 402	7 588	10 031	11 409	
EPARGNE BRUTE (en K€)	2 050	1 649	3 960	3 732	2 498	2 500	
TAUX EPARGNE BRUTE (en%)	32,4%	15,4%	28,1%	27,1%	19,9%	19,9%	
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (en années)	0,7	0,8	0,9	2,0	4,0	4,6	

Le fonds de roulement est maintenu au-dessus des 800 000 € tout au long de la période. L'épargne brute est renforcée par le versement de la participation au Budget Annexe aux investissements du barrage (gabion, voirie, etc.) hors système anti-salinité.

L'emprunt nécessaire sur la période dépasse légèrement les 11,3 M€, pour plus de 64 M€ investis (dont 61,3M€ sur la période 2022-2025). La capacité de désendettement est très correcte, du fait du niveau d'épargne brute artificiellement gonflé, déjà évoqué.

NB : ce montant d'emprunt calculé pourra être additionné des emprunts portés pour la prévention inondation à la carte pour les EPCI, qui en rembourseront les annuités. (neutralités de ces emprunts portés).

Pour le Budget annexe Eau Potable :

Prospective budget annexe	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL 2022-2026
DEPENSES D'EQUIPEMENT	3 056	6 767	6 475	4 000	2 833	2 500	22 575
RECETTES D'INVESTISSEMENT	3 391	300	300	300	300	300	1 500
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	5 859	1 139	751	772	1 000	1 095	4 758
<i>dont remboursement en capital sur dette en plac</i>	5 859	1 139	751	759	766	775	4 190
<i>dont remboursement en capital sur dette à venir</i>	0	0	0	13	234	320	568
RECETTES D'EMPRUNT	3 796	0	224	3 683	1 368	1 169	6 445
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-435	-5 212	-5 681	0	0	0	
FONDS DE ROULEMENT	12 892	7 681	2 000	2 000	2 000	2 000	
STOCK DE DETTE	10 375	9 236	8 709	11 620	11 988	12 062	
EPARGNE BRUTE (en €)	2 632	2 394	1 021	789	2 166	2 126	
TAUX EPARGNE BRUTE (en%)	38,4%	40,2%	16,9%	8,2%	21,8%	21,1%	
CAPACTE DE DESENDETTEMENT (en année)	3,9	3,9	8,5	14,7	5,5	5,7	

Le niveau de fonds de roulement est maintenu au-dessus de 2 M€, afin de préserver des marges de manœuvre en cas d'imprévu.

Le taux d'épargne brute est en diminution sur les années 2023-2024, réduit par la participation aux investissements sur le barrage d'Arzal du Budget Principal (gabions, batardeaux, digue etc.), selon les règles de fonctionnement de l'EPTB (Participation au financement des dépenses d'équipement du barrage d'Arzal à hauteur de 50% par le Budget annexe Eau Potable). Toutefois cette faiblesse ponctuelle de l'épargne pourra être minorée en thésaurisant sur la section de fonctionnement les années précédentes (2021 et 2022), par le maintien d'une affectation importante de l'excédent de fonctionnement à sa propre section.

Le niveau d'emprunt nécessaire sur la période est inférieur à 6,3M€ sur ce budget, pour 25,5M€ d'investissements (dont 22,5 M€ sur la période 2022-2026).

A compter de 2027, une fois les travaux terminés du système anti-salinité sur l'écluse, le Budget Annexe retrouvera son équilibre, avec un niveau d'épargne brute autour de 2,3M€, ce qui conduira à réduire à nouveau la capacité de désendettement autour de 4 ans.

Le Comité Syndical, à l'unanimité, soit à 809 voix sur 809, approuve :

- **la programmation pluriannuelle des investissements 2021-2026;**
- **la répartition du financement du système anti-salinité proposé entre les deux budgets (soit 7 000 K€ HT par le budget annexe).**

Pour extrait conforme,

Le Président d'Eaux & Vilaine

Jean-François MARY

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.